

La République : symbolique et idéologie



Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*

Maurice Agulhon, *L'imagerie et la symbolique républicaine*

Claude Nicolet, *L'idée républicaine en France*

Jean Baubérot, *Laïcité 1905 – 2005: entre passion et raison*

Pierre NORA (dir.), <i>Les lieux de mémoire – I. La République</i>, Gallimard, 1984
--

La République se confond avec sa mémoire.

Les 3 couleurs (R. Girardet)

Le drapeau est inventé par La Fayette, il dépasse son inventeur pour devenir le visuel de la nation au moment où l'idée de nation se décide. La Convention le consacre en 1794. Napoléon pense le rejeter, il le modifie mais sans brutalité (interdits moraux). Souvenirs, références, fidélités se cristallisent en un ¼ de siècle ; c'est une source inépuisable d'émotions (Hugo, Stendhal, Barrès, Michelet, Péguy...). Il gagne en contenu en s'opposant au blanc et rouge. Au blanc depuis que les gardes de corps de Louis XVI ont piétiné la cocarde tricolore (armées du roi = drapeau blanc). Le blanc devient contre-révolutionnaire, quasi religieux. Le Rouge de la Commune, mais déjà depuis 1832 et la « seconde révolution ». La République tricolore l'emporte : symbole de l'Ordre. Le drapeau tricolore est l'assurance contre l'insurrection et contre la réaction. Mais dans le même temps, le symbole devient celui de la Patrie (culte et respect) au-delà du régime politique. Syncrétisme : religion du drapeau, culte de l'armée, ferveur républicaine => fête nationale du 14 juillet 1880

Le calendrier républicain (B. Baczko)

Le lieu de mémoire manqué ! 12 ans, 2 mois et 27 jours en vigueur, autant de temps de résistances. C'était très hardi (cassure du temps, rupture irréversible). Un concours de circonstances (équinoxe d'automne) renforce la sacralité de l'époque. La Cité nouvelle se veut éducative, veut passionner l'homme à la vérité. On veut gouverner l'imagination (on laïcise). On l'associe au système décimal. Le Temps récite la liberté, l'égalité, la nation... C'est un domaine mythique et sacré, même s'il est déchristianisateur. L'histoire et le politique deviennent sacrés. Voilà qui inquiète : ne va-t-on pas religionner la Révolution ? Est-elle achevée ? Alors on préfère le projet de Fabre d'Eglantine à celui de Romme. La nomenclature porte plus sur la nature. Ne répondant à aucun besoin collectif, abstrait, ce calendrier laisse place aux résistances, au contraire du système métrique. Il est assimilé à la Terreur. Il va survivre quand même relativement longtemps. Ensuite, il sombre dans l'oubli.

La Marseillaise (M. Vovelle)

Patriotisme révolutionnaire au lendemain de la guerre déclarée (20 avril 1792, le chant date du 25). Moins vulgaire que le Ça ira, ou la Carmagnole, donc mieux accepté. Les clichés de la Patrie en armes sont fixés. La liberté impose l'amour sacré à la Patrie. Le passage en Provence accentue la dimension révolutionnaire. La Marseillaise devient le Te Deum de la République. La Révolution montagnarde légitime l'hymne. Après le 18 Brumaire, il y aura flux et reflux pendant presque un siècle. Le chant reste révolutionnaire et populaire, donc proscrit par les régimes autoritaires mais il a une vie souterraine dans une mémoire collective qui s'enrichit. En 1848, c'est avec lui qu'on plante les Arbres de la Liberté. La Marseillaise est un message pour l'avenir, un spectacle. La comédienne Rachel la représente après les journées de février. Délire patriotique, invocation sacrée. Le 14 février 1879, c'est l'hymne national, l'idéal de liberté. Chant de paix ou chant de guerre ? Hugo, Lamartine ont voulu modifier les paroles. La WWI est le triomphe de la Marseillaise. Mais elle en sort en piteux état. D'ailleurs, elle est chantée le 6 février 1934 par l'extrême droite qui veut venir à bout de la « gueuse ». Nationalisme aveugle = fin de la Marseillaise ? Hors de France, elle est utilisée lors des journées révolutionnaires. Le FP est l'acceptation par les communistes du chant et du drapeau,

on la mêle à l'Internationale. Après la WWII elle est régénérée, légitimée par de Gaulle. Il y a aujourd'hui plusieurs Marseillaise.

Le Panthéon (M. Ozouf)

Mitterrand en 1981 réactive le débat des grands hommes. Pourtant, ça marque assez peu. Carnot, Hugo, Jaurès, Moulin : ils représentent le collectif. Schoelcher la lutte anonyme. Mais quid de Sainte Geneviève, Jeanne d'Arc, Henri IV, de Gaulle qui n'y sont pas ? La mémoire est plurielle, exemplariste. Contrepoids au despotisme ? C'est une leçon démocratique : mérite mais pas héroïsme, législation morale. Cette religion laïque s'étend ! Logique que la révolution, habitée par le besoin de sacralité, se soit emparée de ce culte des grands hommes dès la mort de Mirabeau en 1791. Ce n'est ni un lieu de mort, ni habitable pour des hommes ordinaires. Le fond émotif est la statue. Mais dresser la liste n'est pas facile. Voltaire oui, Rousseau oui, les autres non, des héros révolutionnaires, mais parfois salis et évacués (Mirabeau, Marat). L'unanimité étant impossible, c'est plutôt un échec.

La Mairie (M. Agulhon)

Institution, pouvoir, mais aussi symbole. La République a universalisé la Mairie (notamment en obligeant les Communes à se doter d'écoles). Une Mairie est laïque par définition. Etre républicain, c'est avoir une Mairie proclamatrice ? Une symbolique l'accompagne, mais ce n'est pas obligatoire : la République est le régime le plus libéral de l'histoire de France, on ne fut pas obligé d'être républicain.

Les Monuments aux morts (A. Prost)

Mémoire républicaine ou mémoire de la droite nationaliste ? Le malentendu est évident. Monuments aux morts ou à la Victoire ? L'Etat ne s'engage qu'en 1918, pas en 1871 et c'est seulement une reconnaissance officielle. Les Mairies s'associent en fait à des initiatives privées. La France ne fait que reconnaître, justifier le sacrifice. Mais avant les monuments, il y a des fêtes des morts, même avant la Victoire... Les signes sont complexes et variables. Il y a des monuments civiques : républicains et laïques. D'autres sont patriotiques, d'autres encore simplement funéraires. Mais patriotisme républicain (Hugo) n'est pas nationalisme (dans ce cas, il y a d'autres signes). Au contraire, si le monument est funéraire, ne mentionne pas le sacrifice, on glisse vers le pacifisme. Le 11 novembre est d'abord funéraire, ni militaire, ni officiel. Des liturgies sont parfois quasi-catholiques. Mais c'est le seul culte républicain qui ait fonctionné (car il est concret). Républicain et pédagogique plus que patriotique : culte civique, leçon de morale, participation des enfants. Le patriotisme républicain se fonde dans une aspiration à une République universelle. Seul exemple de religion civile rousseauiste rendue possible dans l'après 1905 et à cause des immenses sacrifices. La République devient la France. Ce culte sans Dieu ni prêtre est d'initiative municipale. Car sans culte, plus de foi ni de vertu républicaines, régime désenchanté.

Pédagogie

Littré, Berthelot, Larousse. Le « Petit Lavisse », évangile de la République, esprit national, refondu après 1870 (Histoire de France). Lavisse est plus patriote que républicain mais son manuel triomphe. Le Tour de la France par deux enfants : LE livre qui construit une mémoire d'éternité avec l'an I de la liberté (obligation scolaire) anticipé puisqu'il est écrit en 1877. Le dictionnaire de pédagogie de Ferdinand Buisson unit Révolution à République, à raison, à démocratie, à éducation. Tous les grands noms y participent.

Centenaires de Voltaire et Rousseau (JM. Goulemot et E. Walter)

L'évangile républicain retrouve un accent eschatologique révolutionnaire en 1877-1882. 1878 fixe cette instauration symbolique en célébrant Voltaire puis Rousseau : sacre de Marianne qui retrouve ses Pères. Mais il est difficile de les réunir. Les mémoires risquent de se fractionner. Les Républicains montrent ainsi le progrès irréversible en même temps qu'ils sacrent les grands morts. On met en avant l'anti-cléricalisme de Voltaire (mais alors Rousseau est gênant...). Une guerre à Voltaire est déclarée par les anti-républicains. Hugo fera un discours hommage à Voltaire dans lequel il le mythifie, le nouveau Jésus (décroché du christianisme), dans un chef d'œuvre de messianisme républicain qui unifie les Lumières, dresse la filiation directe avec la Révolution puis la République (30 mai 1878). Voltaire est vu comme la plus haute cime, entouré de Montesquieu, Buffon, Beaumarchais, Diderot et Rousseau. Il faut pour cela évacuer la Terreur quand même. L'Etat-nation républicain y gagne sa légitimité : religion civile possible.

Rousseau est fêté le 14 juillet, car l'unité est ratée. Rousseau, c'est le peuple, donc la Bastille donc le 14 juillet (il est mort le 2 juillet). Il n'y a pas la même unité républicaine (surtout la gauche radicale démocratique). Il reçoit un nouvel hommage de la part des dreyfusards en 1907. En 1912, le gouvernement organise le bicentenaire de sa naissance (humanisme démocratique universel). Ces célébrations ont à chaque fois un contexte qui les explique (boulangisme, Dreyfus, 1905, Action Française menaçante...)

Le 14 Juillet (C. Amalvi)

Hugo en exil en 1859 le célèbre. La France 21 ans après. Le choix de la date est difficile. On veut symboliser la Liberté, idée clé. Donc le 14 juillet 89. De 1880 à 1889, la fête est militante, la liberté guide le peuple (avec de l'anticléricalisme), malgré les offensives de la droite contre le « fantôme de la liberté » (elle doit bien constater le succès). Les valeurs républicaines sont incarnées. Le beau temps favorise l'éclat. On sacralise parfois inconsciemment la fête laïque avec des « prières » républicaines lors des banquets. Entre 1906 et 1914, le mépris des deux extrêmes est très fort (symbole bourgeois, œuvre allemande), ils se déchaînent mais ont un impact restreint. Après le 6 février 1934, il faut reconquérir la mémoire : nouvelle impulsion en 35-36. En 1919 et 1945, on en profite pour célébrer les victoires.

Funérailles de Victor Hugo (A. Ben-Amos)

En 1885, on lui réouvre le Panthéon. Evénement monstre. 1 des premiers produits de l'ère des masses. Hugo c'est à la fois les Lumières, le romantisme. En 1885, il était déjà immortel dans les manuels et les cœurs. Son anniversaire fêté le 27 février 1881 laissait entrevoir cela, fête qui devint républicaine pendant 4 ans. Controverse entre la République laïque et l'église pour la dépouille. Mais les querelles politiques s'estompent devant la grandeur de Hugo. « C'est tout un peuple qui conduira ses funérailles ». La « prise du Panthéon » se fait par décret pour éviter un débat public délicat. « On chasse Dieu pour faire place à Victor Hugo » déplorent les catholiques. Dans le même temps, sa maison et son corps deviennent sacrés. L'organisation est difficile, mais contrôlée. C'est une apothéose. Invalides => Arc de Triomphe => Panthéon de 10h30 à 19h ! Même après, le pèlerinage continue. On cherche un nouveau culte, de nouvelles croyances. La foule reste le véritable héros (1 à 2 millions de personnes). Nietzsche y voit une « orgie de mauvais goût et une béate satisfaction de soi ». Gambetta en 1883, Carnot en 1894, Pasteur en 1895, ... auront aussi leurs funérailles nationales.

Centenaire de la Révolution (P. Ory)

Les héritiers sont au pouvoir, ça tombe bien. L'exposition du centenaire va asseoir la République. Des sociétés isolées commémorent, font un travail de recherche et de pédagogie. La

Ligue de l'Enseignement s'organise et va instituer en grande partie le culte républicain à partir de 1881. Elle vulgarise les travaux de sa commission du Centenaire en 1885. Il y a aussi du monumental (musées, expositions). Festif et rituels assurent l'apogée de la commémoration. Le concours populaire est garanti. Arbres de la Liberté, DDH distribuées... l'exposition universelle (Tour Eiffel) affirme définitivement la gloire du Progrès, de la Raison, de la Science, de la République. Sarcey s'étonne quand même que cohabitent « musée » et « révolution ». Mais c'est un succès.

Exposition coloniale de 1931 (Ageron)

Il y a quasi unanimité sur l'impérialisme républicain, « légitime sentiment d'orgueil et de foi ». Magnifier l'œuvre civilisatrice de la France. Les Communistes sont bien seuls à lutter contre. Valéry pense que c'est un moyen de réfléchir au problème colonial. Blum est plus radical, il aurait voulu « plus d'intelligence humaine ».

Maurice AGULHON, L'imagerie et la symbolique républicaine, 1789 à nos jours

1/ *Marianne au combat*, Flammarion, 1979

2/ *Marianne au pouvoir*, Flammarion, 1989

3/ *Les métamorphoses de Marianne*, Flammarion, 2001

Marianne au combat 1789 – 1880

L'iconologie républicaine est inventée après la RF en puisant dans l'iconologie de la Liberté et de la Monarchie (pouvoir donc lion). Les 3 couleurs datent du 16 juillet 1789 mais ne s'imposent pas tout de suite. Idée de lumière dans la philosophie : un mythe solaire de la Révolution va remplacer le mythe solaire de la Monarchie (discrètement au début pour éviter la confusion). Le bonnet ne peut être confondu lui avec une couronne. Il y a une dualité dès le départ entre combat et sérénité. Du 10 août au 21 septembre 92, on mobilise, galvanise, on remplace l'Eglise catholique. On change l'image officielle (femme au bonnet phrygien = Liberté et République française). La République existe comme valeur, c'est nouveau. Cloots parle de « République universelle ». C'est l'allégorie vivante, la déesse théâtrale plutôt que la statue pour ne pas trop ressembler à la Sainte Vierge. Au XIX^e, la République-Liberté sera et plastique et vivante. Idéalisations de l'allégorie de Liberté ? Faire aimer la République demande de la personnifier ? Substitution terme à terme Roi – Liberté ? « Marianne » a d'abord désigné la République avec hostilité en l'An II. Marie-Anne est très catholique donc très populaire. Raillée ou « liberté chérie », elle va disparaître, son imagerie s'efface peu à peu.

1830-1848 : la déesse et le Roi-citoyen

C'est Delacroix. Lamennais en 1831 parle de la « femme à l'œil fier » pour laquelle on prie et que l'on bénit dans les chants. Juillet, c'est la commémoration et la statuomanie. Statues des grands hommes, d'allégories morales, le Panthéon est rendu aux grands hommes, c'est la colonne de la Liberté (Bastille), l'Arc de Triomphe (soldats de la Révolution et de l'Empire). Il ne fallait pas ressusciter la déesse. En province, c'est la sobriété (voulue ou forcée ?). La déesse de la I^{ère} République était encore populaire mais finalement toute femme drapée à l'antique est perçue comme révolutionnaire. Dans les années 1840, l'utopisme socialiste va jouer un rôle. St Simon parle d'une Femme-Messie. Cela a pu enrichir l'image de déesse d'une femme colossale éclairant le monde en substitution au catholicisme. La religiosité républicaine ancienne et la religiosité socialiste nouvelle empruntent toutes deux au culte de la Vierge (rhétorique d'adoration, représentation). Ganneau (St simonien) parle même de « Sainte Vierge Liberté ». Le mythe socialiste vient donc se cumuler sans se confondre au mythe révolutionnaire. Le terme déesse semble se désacraliser : une sorte de femme, pas la Femme.

La déesse et ses 2 images : 1848

Une révolution des symboles : faire la République dans les lois mais dans les rites et les signes aussi. Arbres de la Liberté, drapeau national. Signes et symboles prennent vraiment de l'importance. La déesse revient comme lumière de la fête-révolution (Baudelaire). Mise en scène, tableau vivant, cortèges. Marianne est incarnée : femme combattante d'élite, femme porte-drapeau, femme allégorie vivante. L'allégorie mobile est très contestée, la statufiée est dans le courant de l'histoire : art républicain civique et colossal. Il y a un besoin immédiat de symboles. Le patriotisme syncrétique semble de mise (Ledru-Rollin) plus que la nouveauté révolutionnaire. La République semble se modérer, se porter comme garante pacificatrice de l'après-révolution (Gérôme). Plus combative celle de Cornu, plus vigoureuse celle de Daumier (concours officiel). Officiellement, la République est identifiée à la classique déesse Liberté (timbres postes créés). Hugo choisit le calme

dans la Lumière, 1789, plutôt que la violence de 93. Crémieux réunit aussi Soleil et Liberté, puis Bartholdi : apport franc-maçon. 2 courants : bourgeois (sereine, calme, stricte, didactique) et populaire (combattante, libertaire, révolutionnaire, bonnet). En tout cas, on vibre pour les symboles, les images. Théâtre romantique, grande sculpture (bourgeois) rejoignent ici les mentalités populaires. Le catholicisme contre-révolutionnaire a finalement incité la Révolution à se doter des mêmes armes psychologiques (déesse, rites, culte, contre-religion). Mais on sent que le camp républicain se partage.

Le baptême de Marianne : 1849-1851

Il y a une contradiction entre Napoléon III et le système juridique. La déité officielle sera menacée, la populaire se clandestinise et gagne une nouvelle vigueur. Bonaparte veut dé-républicaniser le décor. Les statues de grands hommes par contre progressent. Finalement, c'est valoriser la Patrie, la France. « La France » désigne de plus en plus la jeune femme drapée. Le glissement s'accélère vers la réaction anti-républicaine. Les Républicains s'allient autour des plus combattifs. Eux seuls représentent la République (version « de gauche »). Localement, l'imagerie se porte très bien, associant la déesse à la propagande démocratique. Il y a des fêtes organisées, d'autres improvisées, à chaque fois des allégories vivantes. La célébration religieuse demeure mais semble arriver aux limites de la crédibilité chez les lettrés. Les représentations populaires par contre prennent au sérieux la personnalisation sans laquelle la République serait inconcevable. Marianne est adoptée, comme étant la Sainte de 89, que l'on oppose aux sarcasmes sur la Grosse Marianne. Marianne vient du Languedoc où elle est à la fois la République, son allégorie et la société des militants républicains.

Mariolâtrie et Mariannolâtrie 1852-1870

Il y a une contre-révolution de l'image après le coup d'Etat (importance des signes à l'époque). Même Blanqui admet l'allégorie de la Liberté plutôt que la représentation du peuple qui souffre. Liberté et République se confondent plus que jamais. Le culte est maintenu clandestinement. « Marianne » est popularisée : idéal, parti, code. Il faut y être initié pour échapper au monde profane. Malgré des confusions, on arrive à des litanies religieuses pastichant l'Ave Maria (Félix Pyat). L'ironie à son égard est sacrilège. Une caution politico-littéraire fixe dans les mentalités le degré religieux de Marianne. Le régime lui statue la Loi, Paix, Abondance, Victoire, France... En province, on érige des statues de la Vierge Marie (en concurrence ?).

Marianne et la Commune 1870-1875

On célèbre beaucoup le 4 septembre et la proclamation de la République. Elle ne fut assise qu'en 1879. Gambetta et Thiers ont su trouver une troisième voie : démocratie républicaine provinciale entre révolution parisienne et conservatisme versaillais. La Commune fait resurgir le passé folklorique (démolir la colonne Vendôme, la remplacer). Les allégories vivantes refont surface. Le drapeau est rouge, le bonnet aussi, la véhémence revient, la nudité partielle avec. Même la robe devient rouge. On parle parfois de « Vierge rouge ». Les passions sont déchirées pour les Mariannes dans les bureaux communaux. Les Républicains semblent entériner leurs divisions. Officiellement, on représente à nouveau l'Etat par une allégorie féminine mais la version populaire est empêchée, la bourgeoise n'a guère de succès.

Une victoire au double visage 1876-1880

Le triomphe est modeste, on veut débarrasser l'effigie de la République du bonnet phrygien. Nature et lumière pour la sérénité plus que le volontarisme. Mais l'opinion s'exprime spontanément : plus radical (bonnet), exhibition des Mariannes. Le triomphe est institutionnalisé dans une option

calme. Mais en étalant son image, la République étale sa double image. Mais les Républicains doivent surtout combattre leurs adversaires vaincus qui ne distinguent pas Ferry de Blanqui.

On en vient à ressembler à ses ennemis. Donc la République s'est héroïsée voire divinisée ? D'où une personnification et une représentation. Il n'y a pas de Marianne outre-Atlantique. Moins de mariolâtrie donc moins de marionnolâtrie ? Pas de menace contre-révolutionnaire ? culte des grands présidents ? Mirabeau, La Fayette, Robespierre, les Bonaparte ont donc une part dans notre attachement à Marianne par ricochet d'une méfiance envers les grands hommes. La mystique républicaine n'est donc pas le seul fait des mentalités populaires.

Marianne au pouvoir 1880 – 1914

Marianne serait l'archétype dès le XVIII^e de la femme désirée ?

Les images officielles

Les emblèmes de l'Etat

Le présent ne fait pas l'économie du symbolique et du sacré. Le drapeau est réglé en 1848. Restent les armoiries (inexistantes), le sceau, les monnaies, timbres-poste, édifices publics. On se dépêche pour les monnaies, les timbres et le sceau. En 1870, la Légion d'Honneur est républicanisée. La cohérence : femme allégorique et feuillages (modération mais pour l'époque, quand même, ça décoiffe les conservateurs). Puis, on remet le bonnet phrygien. La Semeuse, esthétique, auguste (elle rappelle V. Hugo) et ruraliste (pourtant une idéologie de droite mais ici c'est plus une convention métaphorique) connaît un grand succès. La République est semeuse d'idées. L'image symbolique passe de la proclamation révolutionnaire à la banalité des choses instituées. Le coq patriotique est disgracié par les Bonaparte, il retrouve ici de l'importance.

Bustes de mairies

La III^e République popularise les mairies avec des origines monarchiques. La représentation s'en inspire en effet, mais ce n'est pas symétrique : allégorie qui transcende. Le problème du bonnet phrygien est réactualisé par la Commune. Le buste dans la mairie n'est pas obligatoire ! La demande vient donc de la base, profitant d'un climat favorable (recrutement des préfets, élection du maire, 1^{ère} fête nationale le 14 juillet 1880...) L'arrivée du buste dans une mairie est une consécration. Palais, tribunaux, écoles ne sont pas inondés. L'installation implique parfois une fête, parfois un culte, et ça se dissipe. Il n'y a pas de définition légale du buste, donc ça varie, mais on recherche malgré tout un type qui se fixe vers 1880 sur le didactisme peu révolutionnaire. En 1890, la méfiance pour le bonnet a disparu. Le buste entre dans la mémoire visuelle commune. On tente quand même de renouveler l'esthétique.

Les grandes proclamations parisiennes

L'Arc de Triomphe de l'Etoile marque la victoire de la Révolution. Le 30 juin 1878, on anticipe la fête nationale avec La République de Clésinger et la Liberté de Bartholdi. Il y a aussi la République de Soitoux, celle de Morice, la Liberté de Bogino, la République de Paris et de Dalou. Surtout, la Liberté de Bartholdi envoyée à NY en 1889, année de l'exposition universelle à Paris (Tour Eiffel), marque ! C'est une époque patriote, républicaine, optimiste dans le progrès technique et politique (synonymes). Il y a la reconstruction de l'Hôtel de Ville, l'adaptation du Panthéon (baromètre idéologique de la France) relaïcisé en 1885 pour les obsèques de Victor Hugo. Il lui

fallait une allégorie féminine. Mais finalement, le message républicain passe plus ici par la mémoire des grands hommes (comme à la Sorbonne). Des conflits internes et des résistances ont empêché d'autres nombreux projets. Le problème quand même est de ne pas trop copier la religion sans quoi la République n'attirerait que les détachés du christianisme : on bascule alors entre opportunisme et radicalisme.

Associations et permutations

Liberté et République ne peuvent pas toujours aller ensemble. Mais en France au XIX^e, on pense que si. Soleil, République universelle, Liberté se confondent (Bartholdi, mais Hugo déjà auparavant...), du moins à gauche. La Bartholdi fait le choix de l'ordre plus que de la Révolution. Son immense succès fixe alors l'image solaire pour la Liberté. Du coup, le bonnet phrygien prend une acception française (Patrie) et revient alors en grâce (il n'est plus radical, ne fait plus peur).

La République dans les grandes pédagogies nationales

Les façades de mairies sont belles, mais rien n'est exigé, les inscriptions sont variables, souvent il n'y a rien. Grande diversité de zèle (ou de richesse ?). Rares sont les statues en pied (et quand il y en a, c'est souvent car il y a une statue de la Vierge qu'on veut concurrencer). Les grands hommes « profitent » de la statuomanie qui bat son plein. On glorifie les grands hommes locaux. La sobriété est dépassée : on leur ajoute des allégories. Gambetta et Carnot sont les plus fréquents. Les soldats sont glorifiés (oui, avant 14-18). Les monuments précoces vers 1870 sont des tombes collectives, ceux plus tardifs vers 1880 sont patriotiques et propagandistes. C'est le « souvenir français ».

Les représentations libres

Inspirations d'artistes

De 1878 à 1900, chaque salon a sa statue de l'idée républicaine : foisonnement. Peintures aussi. Il y a des caricatures parfois anarchistes, parfois versaillaises.

L'image dans les fêtes

Robespierre et Ledru-Rollin ont une suite mais moins éclatante. Expositions universelles, 14 juillet... effigies inertes, décors provisoires. On tente de masquer les signes religieux, on insiste sur le civisme. Marianne et le drapeau sont les 2 emblèmes nationaux. Parfois, on promène les statues (ce qui avait valu les railleries contre Ledru-Rollin). Des sociétés naissent dans les communes (chorales, gym, soutien école laïque...) qui se montrent républicaines (gauche) ou locales (droite). Le service militaire généralisé donne l'occasion d'une nouvelle fête lors du passage devant le conseil de révision. On associe très vite l'image de la République (Honneur et Patrie) sur différents supports. Ce qui ne fait pas l'unanimité mais les incidents sont minimes, preuve d'un déclin de l'expressionnisme vers 1890. La pente déesse → Miss semble enclenchée (on parle de Muse).

L'image dans le décor privé

Sauf le parti radical (1901), le « parti » républicain débat en cercles dans des lieux privés où on installe une effigie féminine (buste). Dans les loges, la symbolique est essentielle et Marianne est volontiers maçonnesée. Les cercles dans les cafés ont installé quelques bustes. Les plus convaincus s'exprimaient à domicile (Hugo par exemple), voire, mais il fallait plus d'argent et de hardiesse, vers la rue (architecture visible) ou sur les tombeaux. Majoritairement, la conviction est moins marquée (cendriers, stylos à bille). L'image républicaine se familiarise.

Le mot dans les textes et les esprits

« Marianne » est peu utilisé voire pas du tout par les Hugo, Gambetta, Clemenceau, Jaurès... On dit « République ». « Marianne » est plus familier, décontracté, homme de gauche de bonne éducation. « Marianne » est décriée par les réactionnaires, exaltée par les révolutionnaires, double mythe. Dans les prénoms, Marianne ne se diffuse pas a priori. Elle est plus répulsive à droite qu'attractive à gauche. En revanche, son succès est plus grand en littérature, en chanson familière, on la retrouve chez Zola (est-il représentatif ?). Finalement, la République est plus souvent mentionnée sans Marianne : anti-madonne, anti-reine, déesse de théâtre. L'idéal politique honoré s'est familiarisé dans ses représentations, mais le zèle va bientôt diminuer.

Diversité provinciale

Les souvenirs sont localisés par l'histoire : la géographie culturelle est diverse en souvenir de la Révolution (ouest) et de l'appartenance à la France (Avignon, Nice). 440 monuments à effigie féminine (sur 36 000) : c'eût été un surcroît de zèle, de luxe. L'inégalité régionale est très forte, ce qui montre qu'il n'y avait pas de propagande officielle mais une ferveur plus ou moins forte (forte autour de la Méditerranée, en Ile de France... ; faible dans l'ouest, le pays basque, le nord). L'ampleur de la déchristianisation joue. Parfois, du « hasard » semble jouer aussi. Le départ est rapide (1870-1880), l'apogée est de loin l'année du Centenaire 1889, puis l'après 1900 (République radicale) en montre encore pas mal de constructions. Statues et bustes montrent un même phénomène (succès de versions plutôt sages, même si souvent un bonnet et un sein découvert). Les moyens financiers ont du jouer. L'Etat ayant été libéral et prudent, les renseignements donnés sont surtout locaux. Les communes demandent comment statufier : l'initiative vient de donateurs (évergétisme pas si à droite que ça !). Dans les villages, le républicanisme ne va pas de soi. Dans les grandes villes si et les conflits se font entre républicains. Ces monuments ont souvent été financés par souscription publique : gloire de la Révolution se mêle à fierté locale.

Divergence de langage

La caricature multiplie les sens que ce soit en louanges ou en critiques. On la fait aimer ou détester, mais ce n'est pas si simple. Le camp vainqueur se scinde vers 1880. La crise boulangiste confirme l'assaut radical contre les opportunistes dans cette optique. Marianne est certes contre Boulanger en 86-89, contre ce néo-bonapartisme. Mais Marianne est aussi avec Boulanger. Enfin, il y a une Marianne contre les deux précédentes. Finalement, à partir de là, 6 Mariannes sont représentées

- ✓ La République existante, vue par ses partisans
- ✓ La République (Patrie) qui combat l'extrême gauche
- ✓ La République combattant toute la gauche, elle ressemble à la première mais avec un but opposé
- ✓ La République à combattre par la droite
- ✓ La République « bourgeoise » critiquée par l'extrême gauche
- ✓ La République neutre

République et Révolution sociale semblent se confondre et d'ailleurs le mouvement ouvrier s'approprie le mythe et le nom de Marianne, qui pourtant reste plus proche de Hugo que de Marx ! Il semble que plus le culte de la Vierge était ancré dans les siècles, plus le culte de Marianne se développe chez les socialistes. Mais le socialisme a du combattre le régime ! On crie « Vive la Sociale » à la place de « Vive la République ». La violence verbale contre Marianne peut aller loin. Surtout, on héroïse le Travail. La confusion est patente. Deux Républiques ? 1 bonne et 1 mauvaise ? comme on l'a vu en 1848 et 1870 ? Les socialistes oscillent en tout cas entre une République décevante et une République qui permet l'espoir. Et puis, la République s'allie parfois à l'extrême

gauche contre la droite. Partout ailleurs en Europe, la République n'a pas de connotation bourgeoise, donc les socialistes français de l'Internationale peuvent être influencés en faveur de la République (souvenirs de 1848).

La République et la France se confondent. La version sage de Marianne avait un modèle Ancien Régime qui servira en fait pour l'allégorie de l'armée. Pour une droite intransigeante, la France, sacrée, n'est pas la République. En fait la République s'est fondue dans la complexité sociale et nationale : son imagerie explose. On commence d'ailleurs à railler la statuomanie. La joie est à gauche (Anatole France, Almanach Vermot), l'euphorie de la Belle Epoque l'emporte malgré tout et Marianne est chahutée par ses partisans, mais gentiment.

Les opportunistes ont limité l'imagerie, ont perdu sur le bonnet phrygien qui devient du coup français. Marianne se familiarise, fait partie du folklore, entre dans la culture nationale. Elle ne quadrille pourtant pas le territoire, en tout cas inégalement. Elle est acceptée à la mairie, mais moins sur la place où on préfère parfois garder les habitudes (religieuses ?). Sans faire l'unanimité, la République est omniprésente car polysémique. Marianne-mère : Patrie=Matrie ? Du coup, Marianne serait l'opposé du soldat, pas de la Vierge ; de Napoléon, pas du christianisme.

Les métamorphoses de Marianne 1914 – nos jours

La fin d'un règne 1914-1940

La Grande Guerre et sa propagande en images

De 1879 à 1989 (Affaire Dreyfus), le régime semble invulnérable, lié à la Nation, à un patriotisme unanime. Après la guerre du patriotisme, l'évolution se confirme : Marianne (bonnet) est la France (pas de monarque, coq un peu risible). Durant la guerre, on l'oppose à Germania que l'on caricature. Marianne est sentimentalisee, voire érotisée. La Marseillaise s'y joint. L'attribut républicain devient un attribut national belliqueux.

La Grande Guerre et ses prolongements symboliques

40 000 monuments aux morts. Le 11 novembre est un nouveau cérémonial, les « anciens combattants » une nouvelle sociabilité. Le monument invite au deuil, le 11 novembre est plus proche du jour des morts que du 14 juillet. Ils sont parfois associés à un coq ou un soldat, rarement pacifistes, souvent à figure féminine (allégories ou réelles). Les statues publiques confirment le changement de sens de Marianne (visage présent de la France). Mais cette évolution n'est pas acceptée. Les radicaux déclinent, le camp national modéré s'impose (sauf en 1924, 32, 36) : la symbolique suit cette évolution. Les personnages honorés sont plus à droite. Le bonnet devient identitaire. Patrie, Généraux, Jeanne d'Arc sont mis en avant. Du coup c'est la gauche qui gagne en hardiesse (Victoire à Nantes) et la banalité esthétique devient la France bleu horizon.

Les symboles officiels de l'Etat

La légion d'honneur avec un médaillon de la République choisi en 1848 donc sans bonnet. La croix de guerre est inventée en 1915 et là, il y a bonnet. Le bonnet se nationalise donc bien, il perd son contenu subversif. Pas de révolution symbolique en 1918. Il y a un renouvellement mais esthétique plus que politique. Les bustes des mairies par et pour Napoléon III sont repris pour Marianne, mais les « deux corps du Roi » sont représentés par le buste de la République et la photographie du Président.

Marianne familière

« Marianne » devient le titre d'un hebdo en 1932 : c'est le produit d'une familiarisation du nom. On oppose les 2 Mariannes : de gauche (aguicheuse, bonnet rouge), de droite (cocarde tricolore, convenable, bonnet blanc). Donc, c'est la couleur du bonnet qui fait désormais débat. Pour la droite, le Mal devient le communisme, non plus la République. La Marianne neutre apparaît aussi (ce sera Faizant). Dessin et chanson s'emparent de Marianne. Il n'y a plus vraiment de « déesse », de « sainte » ni donc de sacrilège. Les fêtes dosent le sacré et le profane. Marianne est toujours présente mais moins idéologique. Mais une vraie mythologie républicaine semble apparaître (Marianne et Jacques Bonhomme par exemple).

Marianne à côté du Front Populaire

Des journaux républicains soutiennent le Front Populaire qui est censé prolonger la grande Révolution (chanson de Calli). L'imagerie de Marianne ne recule pas, il s'agit de la repopulariser. Les cultes auraient disparu, ou ne seraient que survivances et traditions. Mais la symbolique républicaine compose avec la symbolique ouvrière (ou l'inverse). La déesse revient alors mais sur un autre répertoire (pain, Liberté). Finalement, elle reste embourgeoisée.

Une contre-révolution et ses suites 1940-1958

Vichy et l'abolition de la République

Souvent, le régime a changé, jamais ses symboles depuis 1789. Pétain lui parle d'Etat français. L'effigie féminine n'est plus tolérable. Imagerie gauloise, rurale, surtout le Maréchal domine l'imagerie. L'épuration se veut systématique mais est difficile dans les mairies. La résistance républicaine est avérée. Les statues pâttissent de Vichy. Dans les dessins, Marianne est contestée, largement décriée, parfois avec un « nez juif ». Marianne, avec Vichy, passe de l'image-icône à l'image-rébus : elle ne fait plus qu'accompagner le langage conventionnel.

Le regain de ferveur

C'est de Gaulle et la survivance républicaine à Londres puis Alger (d'où le refus de proclamer la République à la libération ainsi que de demander pardon au nom de la République). C'est une synthèse entre le patriotisme révolutionnaire et un nouvel emblème gaulliste. Marianne est présente dans la résistance intérieure (allégories vivantes, profils, prénoms très fréquents). Marianne renaît, regagne les édifices publics, l'art (*La France s'éveille* de Paul Colin) à la libération. Les partis recourent à la déesse au bonnet. C'est l'exaltation collective et donc un certain œcuménisme, mais une ambiguïté aussi entre une Marianne très à gauche politiquement mais incarnant la Patrie, l'Etat. Les écrivains accordent une attention et des hommages (mythe). L'imagerie rouge revient (Marianne de Gandon).

La République en Guerre Froide

L'enthousiasme retombe vite. De Gaulle est plus droitier ; les Républicains se divisent : où est la liberté ? Tous les partis sont mariannolâtres, les différences semblent limitées. La IV^e République contribue à banaliser Marianne (bustes dans les mairies non plus partisans mais normaux). Il n'y a pas de hâte excessive pour les statues : déclin de la ferveur ou de la forme allégorique ? Les monuments pour les héros et martyrs sont affublés de croix de Lorraine, nouveau symbole national. Marianne reste anonyme. La République est confrontée aux problèmes des Républiques qui se succèdent. Jean Effel, communiste, et sa Marianne jeune, bonnet chiffonné, sabots, contre l'impérialisme américain... sa lutte est nationale plus qu'ouvrière, contre l'Europe

vaticane, la répression. Les communistes accusent les gaullistes de bâillonner Marianne. Mais à la différence de 1940, il n'y a pas d'agression contre la République.

Une nouvelle République, Cent nouvelles Mariannes 1958-2000

Symboles présidentiels, symboles officiels

La Vème République est la 1^{ère} rupture de Constitution républicaine : évolution des esprits ? De Gaulle était patriote, ce n'était pas Ferry, Jaurès ou Mendès. Le rayonnement de la France est essentiel pour lui, l'Etat doit être fort, l'exécutif renforcé. L'image sacralisée de la République disparaît de la médaille présidentielle : Marianne était associée au régime parlementaire. C'est la Croix de Lorraine qui la remplace, entourée d'un V (Victoire et 5). Elle est nationale mais représente aussi le pouvoir personnel. C'est passé inaperçu mais révélateur. C'est un peu la « dérive monarchique de la Vè ». Giscard ajoute de la bonhomie. Marianne-République est définitivement Marianne-République française. La statue descend de son piédestal (aimable créature). Mitterrand confirmera cette dégradation symbolique. Cette dérive droitiste est confirmée sur les timbres. Là par contre, la gauche réagit en 1981. La lutte symbolique est réactivée mais discrète. L'évolution est surtout esthétique. Les monnaies le confirment : on passe plus à un culte du Chef que celui de la République (influence américaine ou gaullisme ?).

Les langages politiques

Dans le paysage banal, Marianne reste présente. Les féministes sont peu mariannolâtres (refus du droit de vote ? rôle secondaire estimé ?). « Marianne » reste très utilisé pour désigner la République dans ses caractères de gauche ; en référence littéraire ; pour désigner la France économique ou diplomatique. La Marianne de JF Kahn associe le nom au progrès. Marianne est presque absente en Mai 68 même chez les radicaux. Marianne est en fait récupérée à droite comme « fille » de de Gaulle. Chez Mitterrand aussi Marianne apparaîtra moins forte que le Président. Dans la presse, elle abonde. La définition vague et neutre triomphe. Marginalement, les legs du passé subsistent.

Marianne et l'euphorie municipale

Marianne représente très facilement la mairie. Chaque mairie doit avoir son buste, il n'y a pas d'uniformité pourtant. La République est de moins en moins sulfureuse. Le buste fait partie du folklore. Cette liaison change le contenu : République oui mais dans son pouvoir local et sympathique. On commence à savoir qu'il y a des Mariannes partout. La mariannophilie est apolitique. Depuis 58, le Président incarne solennellement l'Etat, Marianne la République avec laquelle on peut jouer ; avant c'était l'inverse.

Marianne et les stars

Cette mode parisienne est contemporaine de la précédente. BB en 1969 était déjà un symbole (mythe ?) de la joie de vivre. La dégradation de Marianne a rendu possible Bardot. Certains maires refusent le côté libertin, d'autres approuvent le progressisme. Mireille Mathieu en est le symétrique et l'antagoniste (moins sex symbol). Deneuve en 85 apparaît comme un choix plus posé. La starisation suscite des débats sur le sens. Marianne devient une sorte d'oscar. L'épisode Anne Sinclair montre que même l'extrême droite admet que Marianne = France. Bardot dénonce l'immigration, Marianne devient politiquement incorrecte... En 1999, on officialise le fait que Marianne est l'affaire des Maires. Marianne-mairie = Marianne-star. Marianne allégorie de la République n'est plus.

Marianne bicentenaire

Le Bicentenaire officiel est voulu consensuel, peu mariannesque (on se limite à 89). On célèbre la Liberté, on évite Marianne. Les militants eux, avaient le bonnet phrygien. On use des bustes de mairies dans un anachronisme certain mais cela montre le lien entre Marianne et la Révolution. Finalement, le centre aime le plus la Révolution (apport de la droite républicaine) car une partie de la gauche y est hostile (République bourgeoise ou au contraire néo-libéralisme influencé par Furet). Il faut être solennel sans être ridicule. La statue est en crise, le bonnet aussi car il ne représente plus vraiment la Révolution. Il faut du renouvellement esthétique. On adapte et modernise Marianne.

Explosion sémantique : Marianne nom commun ?

Marianne est une métaphore admise mais on ne plaisante pas avec elle dans le discours politique. « Marianne » est dans l'air du temps (prénoms...). Surtout, elle devient un nom commun.

Le symbole est évolutif, polysémique, conflictuel. On ne veut plus d'une idole à peine laïcisée d'une religion civique mais une République aimable. Quid de Marianne face à une allégorie féminine de l'Europe ? ou de symboliques régionales plus fortes ? Exploitation jacobine de Marianne à prévoir ? Qu'advient-il une fois le machisme vaincu ?

Claude NICOLET, *L'idée républicaine en France (1789 – 1914)*, Gallimard, 1994

Le « Vive la Nation » de Valmy n'est accepté par la droite qu'en 1830 ; la souveraineté nationale devient celle du peuple. Puis, 1870 et un nouveau nationalisme (Renan, Taine, Fustel de Coulanges), une idéologie de droite qui n'est plus révolutionnaire. La gauche se dit alors plutôt patriotiste. La démocratie n'est réalisée que par le suffrage universel en 1848. La République est un mot voyageur, il finira par avoir une valeur idéale voire eschatologique. Comte et Renouvier mais aussi Buisson montrent un catéchisme républicain dépourvu de transcendance : politique doctrinale qui emprunte au droit et à la science.

Histoire et formation

Les origines lointaines : Réforme, Lumières

On exalte l'unicité audacieuse de la Révolution mais aussi la rassurante fidélité à des « proto-républicains ». C'est la cité grecque, puis la Renaissance et la Réforme. Depuis Constant et Mme de Staël, ce lien protestantisme – libéralisme est fait ; mais ce sont les plus antirépublicains (anti-laïques) qui y voient une origine protestante. Certains Républicains, malgré tout, voulaient maintenir un lien avec le christianisme par le protestantisme. La liberté de conscience est bien plus largement mise en avant, même par Buisson et surtout Dide. Condorcet est l'un des seuls à rappeler Descartes avec Jules Simon (doute méthodique). Les Lumières sont généralement reconnues mais cette tradition n'était pas unitaire et ni Voltaire ni Rousseau ni Montesquieu, ni même Diderot ou Mably n'étaient Républicains. Mais ils ont rendu possible 1792. Leurs héritiers sont les Idéologues (Say, Volney, Daunou...) dont Condorcet est le guide. Beaucoup s'accommoderaient d'une monarchie libérale.

Montesquieu est critiqué par les Idéologues, accepté par les libéraux (Tocqueville, Laboulaye) pour la séparation et l'équilibre des pouvoirs. On dénonce souvent son aristocratie. Il a influencé Comte et Durkheim. Voltaire est reconnu comme le précurseur de la libre-pensée mais souvent rejeté par les romantiques, il revient en grâce avec Gambetta qui emprunte à Peyrat sa célèbre phrase : « le cléricalisme, voilà l'ennemi ». L'héritage est donc complexe, on n'apprécie peu l'homme du despotisme éclairé (Empire). Mably n'est reconnu par les Républicains que vers 1848, Marx en a entre-temps fait l'un des précurseurs du socialisme. Rousseau est la plus grande affaire des Républicains, il divise, on en oublie des facettes. Sa théorie se fixant sur la liberté native n'a-t-elle pas conduit au totalitarisme ? Les libéraux le disent. C'est en contresens que l'on remarque en lisant les références grecques et romaines de Rousseau. A chacun son Rousseau en somme. Il voulait pourtant réconcilier l'homme et le citoyen. Condorcet lui, a eu à choisir son camp. Il est oublié malgré le positivisme, mais ressort avec Ferry. On constate alors que si la science a progressé, pas le progrès moral, les superstitions sont toujours là. Les radicaux le revendiquent. Finalement, même si on les mutile, on les accepte, c'est la République des professeurs.

Les origines immédiates : la Révolution française

Seignobos les reconnaît en 1924, mais quelle imprécision ! Les libéraux monarchistes aussi s'en réclament (Constant, Tocqueville). Même de Maistre ainsi que les bonapartistes. A part Comte, on assimile Révolution et Empire jusqu'en 1848. Les révolutions font place à LA Révolution. 10 ans qui durent 1 siècle dans un enchaînement « fatal », il y a un avant et un après. C'est une nouvelle création (Billaud-Varenne) et l'idée d'un éternel recommencement (Alain) qui s'accomplira pacifiquement par la République (Clemenceau). La République est la Révolution institutionnalisée. Mais la Révolution, c'est 89, 91, 92, 93, 94, 95, 18 Brumaire... autant de superpositions. Il faut

choisir parmi ces possibles avortés. Quinet, Michelet, Lamartine fixent en permettant de connaître. On fonde un comité pour célébrer le centenaire (servir la science et la République qui se confondent). Politique et science sont liées. Pour les positivistes, Danton est l'héritier de Diderot, le seul vrai philosophe républicain ayant détruit le trône et l'autel. Le débat n'est donc pas anecdotique. Pour les radicaux (Aulard), les sociétés, clubs, ont fait la Révolution plus que des individus. Jaurès lui y voit le socialisme.

La « dictature » pose question. Celle de Danton apparaît modérée, libérale... les positivistes veulent la faire renaître. Surtout, on joue sur l'imaginaire : le sacré, les métaphores religieuses (Quinet et Michelet) : peuple-Christ, France-destin de l'humanité. Il faut montrer à la fois l'humanité des principes et leur transcendance (l'exception française est que les droits sont antérieurs à l'institution, d'où l'idée d'universalité). La République est vue comme la seule fille de la Révolution, elle absout la Révolution en elle (suffrage universel, libre, éclairé) : métaphore religieuse. Les Républicains emploient beaucoup de vocabulaire religieux et militaire : religion civile, fête révolutionnaire, le noyau dur de l'héritage idéologique est sacré.

Les Idéologues

Actifs de 1789 à la Monarchie de Juillet pour certains, « Encyclopédistes », ils rejettent toute transcendance et appellent à la rencontre science – politique. L'inné est rejeté (inspiré de Condillac), on désacralise la pensée. L'instruction publique est essentielle (Cabanis), on cherche une nouvelle science politique (Volney), Tracy estime que la politique doit réduire les inégalités, Daunou adopte une visée anthropologique. C'est l'esprit pluridisciplinaire, l'ambition de l'instruction. Pour eux, le jacobinisme est une religion. Une République est le régime où tous les citoyens doivent être philosophes. Leur République directoriale ressemble étrangement à la III^e : pas de transcendance, souveraineté nationale, garanties individuelles, république rurale de petits propriétaires, combat laïque par l'école, morale de la science !! Pourtant, la III^e République les ignore (vague hommage de Taine, ironie de Simon). L'Idéologie fut en fait submergée dès 1800 par le retour du spiritualisme et par le kantisme. Les catholiques en sont responsables mais aussi des protestants libéraux, et même Comte les reniera, lui qui donne une importance essentielle au tout-société et non pas à l'individu. Ferry, Simon, Buisson sont spiritualistes et positivistes. Malgré tout, l'apport culturel des Idéologues est considérable (France intellectuelle du XIX^e).

L'exil intérieur 1799-1870

Le République peut être la fin de l'Histoire. Mais comme elle est attaquée sans cesse, elle n'est jamais réalisée. Vers 1848, les Républicains acceptent le pacifisme : l'utopisme régresse. En 48, l'apprentissage est dur, la réaction autoritaire de presque 20 ans va marquer. Le souci premier en 48 est la légitimité et le légalisme : suffrage universel puis République proclamée. En juin, guerre civile. Suffrage universel, Président – Assemblée, rapport à l'armée : la démocratie est complexe et les Républicains s'en rendent compte.

Le 2nd Empire est la matrice de la France moderne : abaissement du corps législatif, importance d'organes administratifs (Conseil d'Etat), centralisme, autoritarisme qui tourne au libéralisme ce qui rallie beaucoup d'adversaires (Prévost-Paradol, Laboulaye). Quinet, Louis Blanc, Ledru-Rollin, Hugo sont parmi les seuls irréconciliables : ils marquent par leur prestige. Le problème social émerge, les Républicains devront le traiter. Positivismisme côtoie scientisme après Darwin, les Républicains réfléchissent aux causes du désaveu qu'ils ont subi à l'aune de ces nouvelles données. Finalement, « l'exil » permet au « parti » de se développer, certains se font connaître (Ferry, Gambetta, Simon). On distingue :

- ✓ Rousseaunistes (Ledru-Rollin, Louis Blanc, Quinet, Michelet, Hugo) : hommes de 48, sentimentaux et éclairés dans leur républicanisme, idéalistes, messianiques, ils rêvent de la démocratie directe

- ✓ Eclectiques de la liberté (Vacherot, Simon) : radicalisme avant l'heure, pour la liberté individuelle contre le jacobinisme et le socialisme. Parmi eux, des néo-kantiens (Renouvier, Barni) isolés mais influents, ils insistent sur l'éducation, le suffrage universel, liberté, égalité, fraternité (morale)
- ✓ Positivistes (Littré, Gambetta, Ferry, Bert) : agnostiques anticléricaux, culte de la science, prospérité de toutes les classes, idée d'un pouvoir spirituel (Maçonnerie) : les plus nombreux
- ✓ Révolutionnaires (Delescluze) : babouvistes, hébertistes, ce mouvement éclatera à la Commune

La République à la conquête d'une légitimité

Pour la 1^{ère} fois, la République a sa chance. On la voit inachevée. L'Affaire Dreyfus et la nouvelle droite demandent la « défense » de la République. Des crises émaillent le XX^e. La République reste un idéal, une foi. En 1870, on restaure le « salut public » de 1793 mais la République est gouvernée par des conservateurs. La réflexion républicaine se met en marche. Le compromis de 1875 est accepté, la République seule pouvant pacifier les esprits, concilier ordre et progrès. C'est un régime parlementaire. Finalement, le compromis peut passer pour compromission mais Gambetta et Thiers surent convaincre. Si les Républicains triomphent aux élections : pas de problème. Le Président est élu par le Parlement qui comprend, nouveauté, le Sénat qui, d'après Gambetta, pouvait appuyer le basculement rural à la République (ce fut le cas). De fait, le Sénat n'est pas un obstacle à la République. Plus que l'économique et le social (importants), c'est les problèmes politiques, religieux qui occupent la III^e : enseignement laïque, lois électorales, boulangisme, Dreyfus, séparation, ... Opportunisme et radicalisme s'opposent. Du souhaitable, on est passé au possible.

De la République provisoire à la République définitive : Gambetta, Littré, Ferry

En 1875, les Républicains acceptent une quasi-monarchie qu'ils vont conquérir en 1879 et républicaniser entre 1880 et 1884. Elle sera « opportuniste » jusqu'en 1901 (sauf en 1895). Mais « opportunistes » est trompeur : ils avaient une doctrine, une philosophie d'action (positivisme). C'est complexe car le positivisme est multiple mais surtout les Républicains étaient malgré tout quelque peu jacobins. Or, pour le positivisme, le désordre est uniquement du à la théologie et à la démocratie révolutionnaire : il faut donc séparer Eglise et Etat, mais aussi Etat et Enseignement.

Littré est le vulgarisateur du positivisme républicain : son influence est énorme, c'est lui qui pense le passage d'une République provisoire (image de 48-49) à une République définitive (1879) par positivisme. Il invente les mots que l'opinion républicaine gardera, il fait de « République » une forme, mais une « forme qui entraîne le fond » (Gambetta). Clemenceau reconnaîtra le mérite de Littré (« Gloire aux pays où l'on parle »). La République de Littré cohabite avec une « sociologie » contemporaine. Ce n'est plus Comte, ce n'est pas encore Durkheim, mais il cherche des lois humaines délimitant le domaine d'intervention pour faire triompher la science positive et seule la République le permettra selon lui. République et science avaient été liées par Condorcet, ici, la République est objet et produit de la science.

Or la République se prolonge pour la première fois, ça confirme ses vues. Elle gagne la légitimité, par la Raison selon Gambetta, par l'Histoire selon Littré. Pour lui, le jacobinisme est une métaphysique qui fixe a priori, une fois pour toutes les choses. Au contraire, la République provisoire permet l'apprentissage, c'est donc, pour Littré, le provisoire de la République qui permet son caractère définitif. Son conservatisme relève de l'Ordre et du Progrès. Sa République est celle qui, exactement, triomphe en 1880. Gambetta en est très proche, même s'il a des restes de 1789. Ferry finira par rallier les positivistes autour de « science positive », « laïcité », « tolérance » et vertu morale. Pour la politique coloniale, il paraphrase quasiment Comte : le civilisé a le devoir d'éduquer les races inférieures qui, une fois éduquées, ne sont plus inférieures. Ferry veut renforcer l'exécutif,

là aussi comme les positivistes adeptes de Danton dictateur mais pas tyran. Après 1901, le parti radical deviendra à peu près héritier de l'opportunisme de Gambetta et Ferry, sans oublier pour autant le jacobinisme idéaliste de Louis Blanc.

Idéalisme, positivisme, République

C'est sur le fond, l'idéologie, le spirituel que les Républicains se rapprochent ou non (on le voit avec les Communistes). Il y a donc empirisme : coller au possible (Ferry) mais de manière républicaine et positiviste : la politique est une pédagogie permanente. Avec la III^e République, l'idéologie se libère, sort du carcan de la culture. L'opportunisme est une idéologie basée sur la science et l'action. 20 ans plus tard, on peut dire la même chose du radicalisme. Empirisme et idéalisme se côtoient donc. Pencher sur l'un des 2 flancs résume le danger qu'a couru la République depuis la Révolution. La laïcité est le plus sûr dénominateur commun républicain, d'où l'importance de l'éducation et alors de fonder un nouveau pouvoir spirituel établi par la science pour unir le corps social : idéologie de rechange, morale, presque une religion. Hantise de l'échec, de la restauration, du césarisme se rejoignent et marquent les Républicains après 1850 qui se liguent contre le cléricalisme ultramontain : ce combat est pour eux le moteur de l'histoire.

Critique de la raison républicaine

Question de méthode : science et politique

La politique républicaine, si elle procède par autorité, se contredit (Rousseau) : la politique est objet de science (Platon, Aristote, Cicéron). Montesquieu a montré la pesanteur des mœurs, l'expérience historique, mais sans lier cette connaissance aux autres sciences. La théorie du contrat avait été une première tentative. Condorcet inclus la Raison et la nature dans le « progrès de l'esprit humain » universel, sans limite ? Ferry s'y reconnaît, suivant les Idéologues (1795-1803). Jusqu'à Herriot, science signifie polémiquement le contraire de religion. Une politique rationnelle peut-elle laisser une part de liberté ? si oui, est-elle encore scientifique ? La contradiction est majeure. Les républicains sont finalement influencés par les idées religieuses dans le premier XIX^e. L'histoire (double échec impérial) fonde sur l'expérience la doctrine républicaine, au moins en partie car évidemment, les courants intellectuels et religieux influencent (positivisme, Loges...).

Alors, on comprend que les problèmes (socialisme, question scolaire...) aient été posés dès les origines aux républicains. La science est admise comme moyen contre le fatalisme religieux. Mais la science commence à introduire un déterminisme incompatible avec la liberté. Il y a toujours des résistances de l'esprit de 89 ou de 93 contre la tentation de la science (Acollas notamment). Le darwinisme aura des conséquences complexes par rapport à la République sur les socialistes, la droite « révolutionnaire » mais aussi sur la pensée républicaine (Lanessan, Clemenceau). Finalement, on utilise la science mais sans pouvoir la lier à la politique. Pour les républicains, il n'y a pas de neutralité de la science. Il y aura des inquiétudes au tournant du siècle (néo-kantisme) : les « fins » ne peuvent être trouvées par les sciences du réel (Fouillée, Renouvier, Durkheim). Il s'agit d'évacuer la transcendance, mais de ne pas substituer un déterminisme matérialiste à un déterminisme métaphysique. Un grand respect pour la science est accompagné d'une suspicion sur sa compétence (Bouglé préfigurant Morin !).

Les fondements du lien social

Le social a la primauté, que ce soit par Comte ou Marx. Ils parlent en fait plus de « civil ». L'ordre civil exclu le divin. C'est une laïcisation. L'homme a des droits en tant qu'être social car il est citoyen (Rousseau). Le contrat social est donc issu du contrat politique. Or, l'idéologie issue de 1789 est prête à nier la notion de classe sociale puisque le droit civil ne les reconnaît plus. La pensée

républicaine est une doctrine du droit naturel (1789). Mais, même acceptée unanimement, elle ne va pas de soi (d'ailleurs, Rousseau et Montesquieu montrent les divergences et contresens possibles). Il y a une interprétation « transcendantale » (Laboulaye, Guizot) et surtout une interprétation matérialiste (Idéologues) qui place le droit naturel comme aboutissement du progrès de la connaissance. On voit les contradictions ! qui seront aggravées par le positivisme repris par les républicains. Car le positivisme (le socialisme aussi) est le contraire d'une doctrine du droit naturel (déterminismes).

Le grand problème républicain est bien d'accorder l'héritage individualiste, rationnel, aprioristique des Lumières et du droit naturel (1789) et l'organicisme et l'historicisme positiviste. Il y a les idéalistes, les Idéologues, les autres tentent par des distinctions éthique – connaissance de concilier droit naturel et représentations collectives. Hauriou et Duguit donnent portée constitutionnelle à la Déclaration des Droits de 89 (alors qu'elle n'apparaît pas en 1875). Esmein et Carré de Malberg refusent mais dans la pratique, ils se rejoignent : « régime qui nous divise le moins » (Thiers). Finalement, la Déclaration n'a pas de place politique car c'est un texte sacré issu du progrès de la Raison. Donc le libre examen s'impose pour l'enseigner : pas d'autoritarisme (influence protestante ?). De même pour la légitimité (droit naturel, conscience individuelle, contrat, souveraineté nationale) qui est séparée du pouvoir (comme dans l'Ancien Régime), elle reste spirituelle et sacrée. Les malentendus sur le contrat social seront énormes. Le rousseauisme imprègne tout en étant souvent mal compris. Citoyenneté de participation et suprématie du législatif sont conjoints. De même pour l'enseignement : on doit être du Syllabus ou de la Déclaration des Droits, mais les deux sont incompatibles. Voilà comment s'exprime le contrat social.

Les fondements du lien politique

3 doctrines sont reprises. L'absolutisme d'abord (depuis Bodin) : il n'a pas suffi de désacraliser la Monarchie pour en finir avec le sacré car en France, le Roi n'était pas le chef de son Eglise (c'était Dieu). Mais la féodalité (Loyseau) avait des restes (hiérarchie « vraie »). C'est la citoyenneté à l'antique qui a tout de même le plus d'influence. Rousseau montre que la souveraineté ne se divise pas (mais il ne parle pas d'Etat, mais de volonté commune) et parle de Cité et République, ce qui n'est pas compris. Alors les républicains n'ont pas cherché la meilleure des Républiques car pour eux la République est la meilleure des doctrines, ce que ne dit pas Rousseau. Donc la doctrine républicaine est issue d'un long passé.

Finalement, c'est d'abord la Nation qui symbolise la France moderne (Sieyès mais les monarchomaques avant lui). Ce qui est parfois contradictoire avec la République. L'idée de Nation sera confrontée au prolétariat, au positivisme, au darwinisme... avec des effets différents. République n'était pas nécessairement liée à souveraineté nationale (Rousseau). D'ailleurs, le problème du suffrage universel avec le coup d'Etat et le plébiscite napoléoniens le montre. Rousseau distinguait aussi volonté générale de majorité. La séparation des pouvoirs est aussi complexe et n'a en fait pas de portée universelle : l'essentiel est celui qui formule les règles. Mais il fallait se prévenir de la Monarchie. « Pouvoir » ne peut être que législatif.

1875 est une monarchie sans hérédité. La liberté des débats et d'opinion a conduit au parlementarisme. Des problèmes techniques sont posés qu'il faut résoudre par les lois électorales. Les Républicains se sont trouvés devant un Etat de fait, Etat unique, comme la souveraineté, la République, la loi. La laïcité va permettre de gérer la multiplicité. La République ancre la notion de service public (influence sociologique). L'Etat est à la fois vu comme la « chose publique » et le « service public ». Il est unitaire et centralisé puisque c'est la seule expression de la souveraineté. Une sociologie de l'Etat se développe, permettant de l'améliorer. Alain explique que la République est le tête-à-tête solitaire de la conscience individuelle avec elle-même.

Les fondements de l'idéologie

La République semble limitée au politique : libéraux rejoignent socialistes dans cette critique finalement intra-républicaine. On critique l'apriorisme individualiste (sensualistes Idéologues, positivistes, marxistes). La France est peut-être restée fermée sur la « liberté des modernes » qui apparaît dans l'Ecosse protestante de la fin du XVIII^e. Les Républicains font plus volontiers référence à Athènes (Gambetta). La laïcité est le plus original trait de l'histoire politique républicaine, il fut le plus débattu et le plus brûlant. La République repose sur le refus de la transcendance, ce qui déborde de la politique : l'homme est à la source de toute nécessité. La République a sans cesse été combattue par des contre-révolutions (ce n'est pas le cas ailleurs) : la religion qu'elle affrontait ignorait la liberté, il fallait donc la proclamer d'autant plus fort. La sociologie durkheimienne a semblé fonder la République, ainsi qu'un idéalisme a posteriori (Fouillée). Les principes (liberté, égalité, droit) sont axiomes mais insérés dans le temps, l'histoire. Le besoin d'une morale républicaine est s'est vite fait sentir (Montesquieu, Mably, Rousseau) : antiquité, chrétienté, Lumières, science ? Pédagogie et politique se mêlent. Et la République d'emprunter au sacré, au divin. Elle devient le sacré (« une, indivisible, souveraine, imprescriptible »). Alors, seule la laïcité, l'unité dans la diversité, rend possible cette aspiration à l'universel.

Jean BAUBEROT, *Laïcité 1905 – 2005: entre passion et raison*, Eds de l'aube, 2004

Buisson est le premier théoricien de la laïcité pour qui le travail des siècles a séparé les diverses fonctions de la vie publique de la tutelle de l'Église. La Révolution française marque un tournant en instituant un État laïque, la laïcité se définirait comme la laïcisation + les droits de l'homme. La laïcisation se joue sur le terrain de l'école dès 1881 dans ce qu'on appelle aujourd'hui un « accommodement raisonnable ». En 1975, l'école de masse est instaurée par la réforme Haby, ce qui attise les tensions entre les partisans d'une « école sanctuaire » et ceux qui veulent une école qui prépare l'élève à prendre conscience de son futur rôle social et civique. La Laïcisation est la dimension institutionnelle de la sécularisation. Le 1er seuil correspond à la période 1789-1806 (DDH, code civil...), le 2ème à la période 1880-1907 (école, séparation) et le 3ème aux années 1960-1970 avec une nouvelle conception des droits de l'Homme. Très vite une sacralisation des DDH s'opère. La laïcité républicaine ne devient-elle pas une laïcité religieuse ? Buisson conclut que la liberté de penser oblige à laisser une place à son contraire et s'éloigne ainsi qu'une République absolue. Finalement, la laïcité va s'accommoder du système des cultes reconnus et du Concordat. Le projet de Combes manifestait la logique extrême du régéralisme républicain se méfiant de l'institution religieuse. La loi de 1905 prendra une autre tournure en garantissant la liberté de conscience et de culte sous l'impulsion de Briand. Aujourd'hui, la laïcité française dépasse le cadre étatique, elle entre en liaison avec les droits fondamentaux et s'éloigne du régéralisme. Le conflit sur l'IVG est révélateur de cette rupture et du 3ème seuil de laïcisation. L'identité de la France est devenue consommatrice et communicatrice, l'individu devient incertain et les années 68-89 marquent la logique du 3ème seuil de laïcisation : on passe de l'identité nationale (Le Tour de la France) aux identités multiples. n'y a pas d'exception française en terme de laïcité, la France peut recevoir des leçons de laïcité et en donner. La spécificité vient de la définition inclusive de la laïcité française qui rompt avec la religion civile au sens de Rousseau dont le seul exemple est le culte des morts de la Patrie. L'universalisme à la française a conduit la France à retarder d'1 siècle le vote des femmes: la morale laïque se veut un universalisme de la dignité humaine. La médecine l'a emporté sur la religion mais cette victoire remet en cause l'idée de progrès: il permet la vie mais aussi la mort. De l'éclatement de la notion de progrès naît une crise du politique qui mène à un individu éreinté. Le religieux s'individualise, y compris l'Islam. Il se détache de l'institution et amène à déconstruire la distinction public / privé.

La laïcité est un triangle: égalité en droits des différentes religions et des différentes convictions non religieuses, liberté de conscience, de culte, de religion et de conviction non religieuse, non domination de la religion sur l'État, les institutions, la nation, l'individu.